



Quel avenir pour le Royaume-Uni dans l'Union européenne ?



Auteur : Pauline Schnapper

Depuis son refus de signer le pacte de stabilité budgétaire sur lequel 25 des 27 Etats-membres de l'Union européenne se sont mis d'accord en décembre 2011, le gouvernement britannique s'est placé dans une situation d'isolement volontaire en Europe. David Cameron est soumis à la pression continue des eurosceptiques radicaux dans son parti, dont le tiers environ du groupe parlementaire souhaite que le Royaume-Uni quitte l'Union européenne. Pauline Schnapper, professeur de civilisation britannique contemporaine à l'Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle, dresse trois scénarii possibles quant à l'avenir du Royaume-Uni dans l'Union européenne. Le premier, défendu par les eurosceptiques, serait un retrait du pays de l'UE qui prendrait la forme d'un partenariat à l'exemple de la Norvège ou de la Suisse; la seconde option serait de profiter des négociations en cours pour obtenir "la renationalisation à Londres de certaines politiques" ; enfin, la troisième option serait le retour du Royaume-Uni dans le jeu européen.

[Lire la suite](#)

Sommaire

A la une ! : Démocratie - Civisme - Télévision **Elections** : Géorgie **Crise financière** : BCE - Allemagne - Espagne - France - Hongrie - Italie - Portugal - Slovénie **Commission** : Banques - Nucléaire - Acte unique II **Parlement** : Budget **Conseil** : Emploi/Santé - Victimes/Criminalité **Allemagne** : Parité - Démographie **France** : Finlande - Suède **Luxembourg** : Budget 2013 **Malte** : Méditerranée **Pays-Bas** : Gouvernement? **Pologne** : Triangle/Weimar **République tchèque** : Election **Roumanie** : Corruption **Royaume-Uni** : Avenir/UE? **Conseil de l'Europe** : Russie **OTAN** : Prolongation/Mandat **FMI** : Slovaquie - Moldavie - Bulgarie **Eurostat** : Travail **Etudes/Rapports** : OGM - Fédéralisme - Allemagne - Défense - Estonie **Culture** : Gauguin/Madrid - Musée/Amsterdam - Goya/Londres - Expo/Düsseldorf - Van Gogh/Hiroshige

[Agenda](#) | [Autres versions](#) | [Contact](#)

A la une ! :

Forum mondial de la démocratie à Strasbourg

Sur le thème "La démocratie à l'épreuve : entre modèles anciens et réalités nouvelles", le forum mondial de la démocratie se réunit du 5 au 11 octobre 2012 à Strasbourg à l'initiative du Conseil de l'Europe.



La Fondation Robert Schuman, partenaire de l'événement, organise à cette occasion avec le Mouvement européen - France une table ronde le 10 octobre intitulée "L'Europe, acteur global ?". Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation, modèrera le débat autour d'experts tels que Simon Serfaty, Kinga Brudzinska, Carine Dartiguepeyrou, Michel Foucher et Maxime Lefebvre.. [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Prix Européen civisme, sécurité et défense



En partenariat avec la Fondation Robert Schuman, le CIDAN (Association Civisme, Défense, Armée, Nation) organise le Prix européen "Civisme, Sécurité et Défense" sous le Haut Patronage du Conseil européen et de la Représentation en France de la Commission européenne. Ce prix est destiné à récompenser des actions particulièrement remarquables en faveur du développement du civisme européen ainsi que de la conscience européenne de sécurité et de défense. Il est ouvert à tous les citoyens européens ainsi qu'aux établissements d'enseignements publics et privés... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Emission avec Jean-Claude Trichet, ancien président de la BCE



Dans le cadre du partenariat entre la Fondation Robert Schuman et l'Audiovisuel extérieur de la France (AEF), la Fondation diffuse sur son site la dernière émission "Ici l'Europe" dont l'invité est l'ancien président de la Banque centrale européenne Jean-Claude Trichet. Interrogé par le président de la Fondation Robert Schuman Jean-Dominique Giuliani sur la crise de la zone euro, Jean-Claude Trichet qui était à la tête de la BCE pendant 8 ans, revient sur les dispositions prises par son successeur Mario Draghi. Il répond à cette question fatidique : la BCE en fait-elle assez pour sauver la zone euro ?.. [Lire la suite](#)

Elections :

Victoire de l'opposition aux élections législatives géorgiennes



L'homme d'affaires Bidzina Ivanichvili, fondateur du mouvement "le Rêve géorgien-Géorgie démocratique", a remporté les élections législatives qui se sont déroulées le 1er octobre 2012 en Géorgie. Selon des résultats définitifs, la coalition qui regroupe son parti, Notre Géorgie-Démocrates libres, le Parti républicain, le Forum national, le Parti conservateur et l'Industrie sauvera la Géorgie, a recueilli 54,9% des suffrages. Le mouvement national uni du président géorgien Mikheil Saakachvili obtient 40,4%. Les autres partis ne franchissent pas les 5% requis pour être représentés au Parlement. Le taux de participation s'est élevé à 60,8%. Le président Saakachvili a aussitôt reconnu sa défaite. Les deux hommes vont devoir cohabiter durant un an jusqu'au prochain scrutin présidentiel... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Crise financière :

La BCE laisse son principal taux directeur inchangé



Le 4 octobre 2012 lors de la réunion du conseil des gouverneurs, la Banque centrale européenne (BCE) a laissé son principal taux directeur inchangé ; ce taux est maintenu à 0,75%, soit son plus bas niveau historique fixé depuis le mois de juillet. Le président de la BCE Mario Draghi estime que ce choix est justifié en raison d'une inflation stable sur le long terme, autour de 2%, n'excluant toutefois pas quelques fluctuations à court terme. D'après lui, les perspectives de faible croissance économique au sein de la zone euro, voire de contraction, appuient cette décision. Il a également expliqué que le nouveau programme de rachat d'obligations publiques de la BCE appelé programme OMT a permis de réduire les inquiétudes concernant l'avenir de la zone euro... [Lire la suite](#)

L'institut allemand DIW réduit ses prévisions de croissance



L'institut DIW a réduit le 2 octobre 2012 ses prévisions de croissance pour l'Allemagne en 2012 et 2013, au vu du coup de frein de l'économie mondiale et de la crise de la dette dans la zone euro. L'institut de recherche économique prévoit désormais une croissance de 0,9% cette année puis de 1,6% en 2013, au lieu de +1% et +1,9% précédemment. L'institut souligne que l'économie allemande ne sera que temporairement affaiblie, contrairement à celle de beaucoup d'autres pays européens. Pour la France, le DIW prévoit une croissance de seulement 0,2% du PIB pour 2012 et pour 2013... [Lire la suite](#)

Espagne : nouvelle hausse du chômage



Fatima Banez, ministre de l'Emploi et de la Sécurité sociale du gouvernement de Mariano Rajoy, a annoncé le 2 octobre 2012 dans un communiqué de presse une augmentation de 79 645 chômeurs (+1,72%) de plus qu'en août. Alors que l'Espagne, quatrième économie de la zone euro est sous pression des marchés pour demander son sauvetage financier, près de 4 705 279 personnes cherchent toujours un emploi... [Lire la suite](#)

La croissance française stagne à zéro



Selon un communiqué publié le 4 octobre 2012 par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), le PIB continuerait de stagner aux troisième et quatrième trimestres (contre +0,1% puis +0,2% prévus en juin). L'institut table sur une croissance de 0,2% sur l'ensemble de l'année, contre 0,4% dans ses précédentes prévisions publiées fin juin. C'est moins que les 0,3% escomptés par le gouvernement pour ramener le déficit public de la France à 4,5% du produit intérieur brut à la fin de l'année. Par ailleurs, le taux de chômage devrait atteindre 10% de la population active en métropole au 3ème trimestre... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Récession en Hongrie



Le gouvernement hongrois a annoncé le 5 octobre 2012 une série de mesures d'austérité afin de maintenir le déficit public sous la barre des 3% du Produit intérieur brut (PIB) et a reconnu pour la première fois que le pays serait en récession cette année. "Le gouvernement a décidé de [prendre] des mesures nécessaires pour maintenir le niveau du déficit public sous la barre des 3% du PIB en 2012, 2013 et 2014" a annoncé le ministre de l'Economie, György Matolcsy. Le 5 octobre était la date limite pour présenter ces mesures à Bruxelles. La Hongrie fait l'objet d'une procédure de déficit excessif au sein de l'Union européenne depuis son adhésion en 2004... [Lire la suite](#)

Italie : vers une réduction des coûts de la politique et vers la numérisation



Le gouvernement italien a adopté le 4 octobre 2012, en conseil des ministres, un projet de loi visant à réduire les coûts de la politique italienne. Ce dernier prévoit notamment l'interdiction du cumul d'indemnités et d'émoluments, le plafonnement des conseillers régionaux et des chefs d'administration ainsi que la réduction du nombre de conseillers régionaux. Par ailleurs, l'Italie, en panne de croissance et dotée d'une bureaucratie peu efficace, entend se "transformer" en généralisant la numérisation dans tous les domaines de la vie des citoyens et des entreprises, selon un décret-loi, baptisé "Croissance 2.0". Le texte adopté le 4 octobre, qui comprend une longue série de mesures, vise à "transformer le pays" grâce à la circulation du savoir, le partage des informations, la connectivité, les services numériques aux citoyens, a expliqué le président du conseil Mario Monti... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Le Portugal garde le cap de l'austérité



Le 4 octobre 2012, le Premier ministre portugais Pedro Passos Coelho a affirmé que la politique d'austérité menée sous la tutelle de l'UE et du FMI (plan d'aide de 78 milliards d'euros accordé en mai 2011) a permis au Portugal de gagner la confiance de ses bailleurs de fonds et des marchés financiers. Le pays a obtenu début septembre un

assouplissement de ses objectifs de déficit (5% du PIB en 2012 et 4,5% en 2013). Cet assouplissement a rendu possible le retour du Portugal sur les marchés obligataires. Néanmoins, le pays est tenu de garder le cap de la rigueur. Dans ce cadre, le ministre des finances portugais, Vitor Gaspar, a annoncé le 3 octobre 2012 une hausse généralisée de l'impôt sur le revenu, mesure qui sera inscrite dans le projet de budget 2013, présenté au parlement le 15 octobre... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

La Slovénie prévoit de nouvelles coupes budgétaires et une hausse de la TVA



Le 4 octobre 2012, le gouvernement slovène a approuvé le projet de loi sur le budget 2013-2014. Le ministre des Finances, Janez Sustersic, a déclaré que le gouvernement allait procéder à de nouvelles coupes budgétaires dans le secteur public et augmenter la TVA. Ces mesures doivent permettre de ramener le déficit budgétaire sous la barre des 3% du PIB afin de respecter le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance de la zone euro. Le projet de budget 2013 prévoit des dépenses de 9,5 milliards d'euros pour des recettes de 8,5 milliards. Le ministre a ajouté que le gouvernement allait faire une proposition au Parlement concernant une augmentation de la TVA pour certains produits et services... [Lire la suite](#)

Commission :

Publication du rapport d'experts sur les réformes bancaires



Un groupe d'experts de haut niveau, présidé par Erkki Liikanen, a remis le 2 octobre 2012 à la Commission européenne son rapport sur la réforme de la structure du secteur bancaire européen. Le rapport préconise notamment de renforcer la gouvernance et le contrôle des banques, d'augmenter leurs fonds propres face aux risques auxquels elles peuvent être exposées, et de séparer les activités traditionnelles des activités plus risquées... [Lire la suite](#)

La sécurité nucléaire en Europe sous la loupe de la Commission



Le 4 octobre 2012, la Commission européenne a publié son rapport sur l'état du parc des centrales nucléaires européennes. Elle explique que des investissements massifs (entre 11 et 25 milliards d'euros) sont nécessaires afin d'assurer la sécurité de ce parc, notamment dans les zones les plus habitées. En effet, 111 des 134 réacteurs présents sur le territoire de l'Union sont implantés dans des zones habitées par plus de 100 000 citoyens compris dans un périmètre de 15 km. Ce rapport, concernant 14 Etats membres disposant de centrales nucléaires (Allemagne, Belgique, Bulgarie, Espagne, Finlande, France, Hongrie, Pays-Bas, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie et Suède) recense des problèmes d'incidence variables à la suite de stress-tests réalisés par les autorités de sûreté nucléaire nationales... [Lire la suite](#)

Acte pour le marché unique II



Michel Barnier, commissaire européen en charge du marché intérieur et des services, a présenté le 3 octobre 2012 de nouvelles mesures destinées à approfondir le marché intérieur européen. Cette série de mesures, regroupées en un "Acte pour le Marché Unique II", s'articule autour de quatre axes : l'ouverture à la concurrence intra-européenne des réseaux de transports et d'énergie, l'augmentation de la mobilité des citoyens et des entreprises, l'intensification de la transition vers une économie numérique et la protection des consommateurs... [Lire la suite](#)

Parlement :

Les députés veulent un budget européen plus conséquent



Le 4 octobre 2012, les députés de la commission des Budgets du Parlement européen ont exprimé leur inquiétude devant les insuffisances du budget européen pour l'année en cours. Ils ont donc rétabli un certain nombre de lignes de crédit, qui avaient été annulées ou réduites par le Conseil auparavant. Les députés ont notamment rappelé l'importance des mesures en faveur de la croissance et de l'emploi. Ils ont

également critiqué l'attitude des Etats membres qui fait que "Nous n'avions pas prévu dans le budget pour 2012 assez d'engagements de dépenses. Les fonds de cohésion sont en danger, ainsi que le Fonds social européen, Erasmus, les programmes d'éducation et de formation tout au long de la vie, ou bien les programmes de recherche et d'innovation", selon Alain Lamassoure (PPE, FR), qui préside cette commission... [Lire la suite](#)

Conseil :

Conclusions du conseil "emploi, politique sociale, santé et consommateurs"



Le 4 octobre 2012, les 27 ministres chargés de l'emploi, de la politique sociale, de la santé et des consommateurs ont adopté des textes contraignants en matière d'efficacité énergétique, de pharmacovigilance, de droits d'auteurs concernant les oeuvres orphelines et de réforme des tarifs préférentiels généralisés appliqués aux pays émergents. Ils se sont également mis d'accord sur une approche commune en matière de protection des travailleurs exposés à des champs électromagnétiques et sur une position commune de l'Union européenne concernant la coordination des systèmes de sécurité sociale entre l'Union européenne, la Turquie, l'Albanie, le Monténégro et Saint Marin... [Lire la suite](#)

Le Conseil adopte des mesures de protection pour les victimes



Le 4 octobre 2012, les ministres ont approuvé une directive établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité. Ce texte oblige notamment les Etats membres à mieux accompagner les victimes en leur fournissant davantage d'informations dans leur langue. Les victimes seront également mieux orientées vers des services d'aide gratuits et anonymes. Les Etats membres (à l'exception du Danemark qui bénéficie d'une dérogation) ont trois ans pour mettre en oeuvre cette directive... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

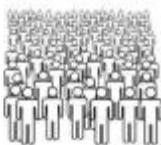
Allemagne :

Différences de rémunération entre hommes et femmes allemands



D'après l'annonce de l'office fédéral des statistiques allemand (Destatis) le 4 octobre 2012, les femmes ont gagné 30% de moins que les hommes en Allemagne en 2010 dans la catégorie des cadres. Des écarts similaires existent d'après Destatis dans les professions techniques et dans la branche académique. Depuis la dernière enquête de 2006, l'écart a diminué d'un point pour parvenir à 22% en moyenne... [Lire la suite](#)

Premier sommet sur la démographie en Allemagne



Le 4 octobre 2012, la chancelière allemande Angela Merkel a ouvert le premier sommet consacré aux défis du vieillissement démographique en Allemagne, dont elle attend des "premières réponses concrètes d'ici un an". "Avec la mondialisation, le changement démographique est probablement le bouleversement le plus important qui va s'imposer à notre vie sociale, tout comme à la vie personnelle de chacun", a-t-elle déclaré. Pays le plus peuplé de l'Union européenne, l'Allemagne a enregistré un taux de natalité constamment en dessous de 1,4 enfant par femme sur les 20 dernières années. En revanche, d'après l'annonce de l'office fédéral des statistiques (Destatis) le 2 octobre 2012, l'espérance de vie a encore progressé... [Lire la suite](#)

France :

Taxe financière et économie digitale au menu de la rencontre franco-finlandaise



Le 2 octobre 2012, le président français François Hollande a reçu le Premier ministre finlandais, Jyrki Katainen, afin de le persuader d'adhérer au projet de taxe sur les transactions financières. Le projet nécessite l'accord de neuf pays membres pour entrer en vigueur. Mais les Finlandais ne semblent guère tentés de mettre en place cette taxe. Jyrki Katainen a cependant annoncé que le gouvernement discuterait cette proposition le plus tôt

possible. Il a également souligné que "La coopération avec la France dans le secteur du marché numérique est une étape importante pour la Finlande et pour l'Europe"...
[Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Rencontre avec le Premier ministre suédois



Le 2 octobre 2012, le président français François Hollande, a reçu le Premier ministre suédois Fredrik Reinfeldt. Ils ont abordé les sujets de la zone euro et de l'Europe, en particulier de la perspective d'union bancaire. La Suède souhaite l'établissement de règles bien précises, accompagnées de garanties. Dans une déclaration à la presse, à l'issue de l'entretien entre les deux hommes, M. Hollande a affirmé son soutien à l'union bancaire, avec néanmoins une union qui "doit commencer parmi les pays de la zone euro". Lors de cet entretien, il a également été question de la coopération bilatérale entre les deux pays, notamment sur le plan économique. Le président français souhaite renforcer la coopération dans le domaine de l'énergie, tant renouvelable que nucléaire... [Lire la suite](#)

Luxembourg :

Luxembourg : projet de budget 2013



Le 2 octobre 2012, le ministre luxembourgeois des Finances, Luc Frieden, a présenté le projet de budget 2013 qui prévoit un déficit public de 1,5% du produit intérieur brut contre 2% en 2012. Limité à 1,5%, "le déficit public respecte le critère fondamental des traités budgétaires" a précisé le ministre. La croissance du PIB devrait atteindre 1,7% contre 0,1 % en 2012. Le gouvernement luxembourgeois prévoit d'emprunter un montant de 4,5 milliards d'euros en 2013 pour financer son déficit budgétaire et assurer ses engagements dans les mécanismes internationaux et européens de soutien à la stabilité de la zone euro... [Lire la suite](#)

Malte :

Forum euro-méditerranéen



Le 6 octobre 2012, le sommet méditerranéen 5+5 (Espagne, France, Italie, Malte, Portugal, Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie et Tunisie) s'est tenu à Malte. Il s'est achevé avec l'adoption de la "Déclaration de Malte". Selon le Premier ministre maltais, Lawrence Gonzi, le sommet a promu le dialogue entre les pays de l'ouest de la Méditerranée pour échanger des idées sur les affaires liées à la sécurité, l'immigration et au développement économique. Le Dialogue 5+5 continuera à améliorer les liens entre les différentes organisations régionales pour la promotion de la paix, de la stabilité, de la sécurité et de la prospérité... [Lire la suite](#)

Pays-Bas :

La formation d'un gouvernement de coalition se précise



Le leader du Parti libéral (VVD) et Premier ministre sortant, Mark Rutte, et le leader du Parti travailliste (PvdA), Diederik Samson, ont exprimé leur accord sur les amendements au texte actuel du budget 2013, lors d'une conférence de presse conjointe le 1er octobre 2012. Cet accord marque un pas en avant vers la formation de la coalition gouvernementale. Lors des élections législatives anticipées du 12 septembre 2012, les Libéraux avaient obtenu 41 sièges et les Travaillistes 38 sièges, réunissant 79 sièges. Les deux partis se sont donc engagés dans des négociations en vue de former un gouvernement de coalition, processus dont la durée est incertaine. Depuis 1945, la durée moyenne nécessaire pour former une coalition est de 72 jours ; 125 jours avaient été nécessaires pour former la dernière coalition en 2010... [Lire la suite](#)

Pologne :

Triangle de Weimar

Le 1er octobre 2012, les ministres allemand, français et polonais en charge des Affaires européennes se sont rencontrés à Varsovie dans le cadre des concertations du Triangle de Weimar sur la politique



européenne. Les entretiens des trois ministres ont porté sur le cadre financier pluriannuel de l'Union européenne pour la période 2014-2020, sur l'avenir de l'Union européenne, sur la politique de sécurité et de défense commune et sur le partenariat oriental. À l'issue de leurs entretiens, ils ont rendu public une déclaration commune dans laquelle ils plaident pour une surveillance des banques au niveau européen... [Lire la suite](#)

République tchèque :

Le président tchèque sera élu au suffrage universel direct



L'élection du président tchèque au suffrage universel, une première dans l'histoire moderne de ce pays, se tiendra les 11 et 12 janvier 2013, a annoncé le 1er octobre le président du Sénat Milan Stech. Les Tchèques devront choisir le successeur de Vaclav Klaus pour un mandat de cinq ans à la tête du pays, selon un amendement à la Constitution votée cette année. Depuis la chute du communisme en 1989, le chef de l'Etat était élu par le Parlement... [Lire la suite](#)

Roumanie :

Corruption en Roumanie : sixième démission dans le gouvernement Ponta



Deux hommes politiques roumains sont soupçonnés de corruption. Le ministre de la Santé, Vasile Cepoi, a présenté sa démission le 1er octobre 2012 après que l'Agence nationale anti-corruption (ANI) ait indiqué la semaine précédente qu'il était soupçonné de "conflit d'intérêt, d'atteinte aux intérêts financiers de la Communauté européenne et de corruption". Le second, Gergely Olosz, a été renvoyé en justice pour trafic d'influence. Ce député de l'Union démocratique magyare de Roumanie (UDMR) est notamment accusé d'avoir favorisé les intérêts de quatre hommes d'affaires roumains dans des investissements bénéficiant de fonds européens... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Royaume-Uni :

David Cameron contesté dans son propre parti



Le Premier ministre britannique David Cameron devra prouver sa légitimité au congrès de son parti qui a débuté le 7 octobre à Birmingham alors que les critiques sont féroces sur son incapacité à sortir le pays de la récession. Selon un sondage Yougov publié par le Sunday Times, le Labour obtenait 45% d'opinions favorables contre 31% aux Conservateurs et 8% aux Libéraux-Démocrates. Les Conservateurs sont critiqués pour l'inefficacité des mesures d'austérité impopulaires qu'ils ont prises au sein de la coalition gouvernementale formée avec les Libéraux-Démocrates. Lors de son discours le 10 octobre 2012, David Cameron devra défendre son bilan à mi-mandat et rassurer l'aile droite de son parti qui souhaite un référendum sur l'adhésion à l'Union européenne. Il a menacé d'opposer son veto au budget européen, assurant qu'il ne tolérerait pas des tentatives "scandaleuses" pour l'augmenter... [Lire la suite](#)

Conseil de l'Europe :

Le Conseil de l'Europe prie Vladimir Poutine de "démocratiser le système" russe



Le 2 octobre 2012, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) en session d'automne à Strasbourg (du 1er au 5 octobre 2012), a adopté une résolution fondée sur le rapport de György Frunda (Roumanie, PPE/DC) et Andreas Gross (Suisse, SOS) afin d'appeler le président russe Valdimir Poutine à "démocratiser le système" en Russie. L'Assemblée parlementaire a déclaré que la Russie se trouvait "à un moment unique" de son développement démocratique. Selon elle, diverses lois adoptées depuis décembre 2011, comme les changements apportés à la loi électorale, illustrent une volonté de libéraliser le système. Mais d'autres mesures relatives à la liberté d'expression adoptées en 2012 sont jugées "préoccupantes"... [Lire la suite](#)

OTAN :

Prolongation d'un an du mandat du Secrétaire général Rasmussen



Après un processus de consultations, les 28 pays membres de l'OTAN ont annoncé le 3 octobre 2012 qu'ils approuvaient la prolongation d'un an du mandat du Secrétaire général Anders Fogh Rasmussen. L'ancien Premier ministre du Danemark, nommé le 1er août 2009 initialement pour un mandat unique de quatre ans, restera en fonction une cinquième année jusqu'au 31 juillet 2014... [Lire la suite](#)

FMI :

Le FMI déclare que la Slovénie peut se sortir de la récession économique



Le 1er octobre 2012, le FMI a déclaré que la Slovénie pouvait se sortir de la récession sans une aide financière. Lors d'une conférence de presse commune avec le ministre slovène des Finances Janez Sustersic, et le gouverneur de la Banque centrale slovène Marko Kranjec, Antonio Spilimbergo, chef d'une mission du FMI en Slovénie, a expliqué que si cette dernière "met en place courageusement toutes les réformes (qui sont préparées par le gouvernement), cela devrait suffire pour rassurer les marchés". Le gouvernement slovène a, en effet, abaissé, dans son projet de budget 2013, ses prévisions de croissance, tablant sur une contraction du Produit intérieur brut de 2% en 2012, et de 1,4% en 2013. La mission du FMI, arrivée à Ljubljana le 20 septembre 2012, évoque un recul de 2,2% du PIB en 2012 et de 1% en 2013... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Le FMI débloque une sixième tranche d'aide pour la Moldavie



Le FMI a annoncé le 2 octobre 2012 avoir accordé une sixième tranche d'aide à hauteur de 59,6 millions d'euros à la Moldavie dans le cadre de l'aide financière qu'il accorde au pays depuis janvier 2010 et qui doit porter sur une somme totale de 440,3 millions d'euros. Cette aide vient en contrepartie d'une réduction du déficit budgétaire que les autorités de Chisinau ont ramené à 2,4% fin 2011 contre 6,3% en 2009. Selon le FMI, la croissance économique du pays devrait se redresser et atteindre 3,5% en 2012, un taux bien inférieur cependant aux 6,4% de 2011... [Lire la suite](#)

Examen annuel de l'économie bulgare



Du 20 septembre au 2 octobre 2012 une mission du FMI s'est rendue à Sofia pour procéder à l'examen annuel de l'économie bulgare. Selon la chef de la mission, Catriona Purfield, l'économie bulgare a conservé une certaine stabilité malgré des difficultés internes et externes. Concernant les problèmes internes, le FMI propose des mesures pour permettre à la Bulgarie de les résoudre, notamment des réformes structurelles pour favoriser la croissance et l'emploi, pour promouvoir un climat propice aux affaires et renforcer la stabilité et la crédibilité du système bancaire. Selon ses prévisions, la croissance du pays devrait s'élever à 1% en 2012 et à 1,5% en 2013. Il estime que le déficit budgétaire est en bonne voie pour tomber à 1,25% en 2012 ce qui représenterait un pas significatif pour parvenir à l'équilibre budgétaire en 2015. L'inflation devrait atteindre 2,5% en 2012... [Lire la suite](#)

Eurostat :

Les tendances du marché du travail de l'Union européenne mises à jour



Le 5 octobre 2012, Eurostat a dévoilé les grandes caractéristiques du marché du travail de l'Union européenne. Ainsi, près de 70% des personnes employées en 2011 dans l'Union travaillaient dans le secteur des services, une augmentation de 8% par rapport à 2000. Des variations considérables existent cependant entre pays en ce qui concerne la répartition des personnes employées au sein de l'agriculture, de l'industrie ou des services. Cette enquête dévoile aussi le temps moyen de travail hebdomadaire, ainsi que le type de contrat le plus utilisé par pays et par genre... [Lire la suite](#)

Etudes/Rapports :

Toxicité des OGM



[Lire la suite](#)

Bernard-Henri Lévy appelle à la mise en place de l'Union politique



Dans un article publié le 28 septembre 2012, le philosophe Bernard-Henri Lévy appelle à la mise en place d'une véritable union politique de l'Europe. Selon lui, seule cette solution permettrait de préserver l'euro et donc d'éviter le chaos et la sortie de l'Europe de l'Histoire. Il cite notamment les exemples de réussites et d'échecs de différentes unions monétaires dans l'Histoire afin d'étayer son propos. Il conclut sur ces mots : "c'est l'Union politique ou la mort"... [Lire la suite](#)

Le rôle de l'économie allemande dans la croissance globale



Dans une étude publiée le 2 octobre 2012, deux économistes du FMI, Fabian Bornhorst et Ashoka Mody, examinent le rôle de l'économie allemande dans le monde. Ils expliquent que si les exportations allemandes sont le moteur du dynamisme et de la croissance allemandes, cela a en revanche exposé le pays à l'instabilité de la demande externe et a maintenu la croissance de la consommation interne à des niveaux bas. Ils estiment que malgré l'importance de l'économie du pays, le rôle de l'Allemagne en tant que locomotive de l'économie mondiale reste limité. Ils plaident pour une croissance allemande davantage tirée par l'activité interne, notamment dans le domaine de la production et la prestation de services. Si l'Allemagne ne fait pas cet effort, son économie restera entravée et ne jouera qu'un rôle modeste dans l'impulsion d'une croissance mondiale... [Lire la suite](#)

Les entreprises de défense et la lutte contre la corruption



Les deux tiers des grandes entreprises de défense dans le monde ne fournissent pas assez d'informations sur la façon dont elles combattent la corruption, selon un classement de Transparency International publié le 4 octobre 2012. Les 129 principales entreprises du secteur ont été classées de A - la meilleure note - à F, sur la base des informations publiques concernant leurs règles d'éthique et leurs systèmes de lutte contre la corruption. Dix d'entre elles se classent dans les deux meilleures catégories, dont le britannique BAE Systems, le français Thales ou l'américain Northrop Grumman. Mais "les deux tiers des entreprises de défense ne fournissent pas un niveau adéquat de transparence", estime le rapport, publié par la branche britannique de l'ONG... [Lire la suite](#)

Rapport de l'OCDE sur l'Estonie



Dans un rapport publié le 1er octobre 2012, l'OCDE rappelle que si l'Estonie s'est remise vigoureusement de la crise économique globale, sa croissance s'est ralentie. Selon l'Organisation, cela souligne la nécessité pour le pays de réduire sa vulnérabilité aux chocs externes. L'OCDE avance trois priorités : la mise en place d'une surveillance plus efficace des marchés financiers et au renforcement de la coopération transfrontalière dans ce domaine; l'établissement d'un plafond pour les dépenses du gouvernement et la création d'une institution financière indépendante; et l'amélioration de l'efficacité de son système de protection sociale, de son marché du travail et de sa politique d'éducation... [Lire la suite](#)

Culture :

Exposition Gauguin au musée Thyssen-Bornemisza

Le musée Thyssen-Bornemisza de Madrid présente du 9 octobre 2012 au 13 janvier 2013 quelques oeuvres emblématiques de Paul Gauguin lors



d'une exposition consacrée aux séjours du maître français dans les îles et leur influence sur la peinture des premières décennies du 20ème siècle. L'exposition baptisée "Gauguin et le voyage vers l'exotisme" rassemble, à l'occasion du 20ème anniversaire du musée, 111 oeuvres dont certaines parmi les plus célèbres du maître français du post-impressionnisme...
[Lire la suite](#)

Réouverture du musée Stedelijk d'Amsterdam



Le musée Stedelijk d'Amsterdam est de nouveau ouvert. Il propose à cette occasion une exposition "Beyond imagination" qui offre, jusqu'au 11 novembre 2012, une perspective sur l'art contemporain néerlandais... [Lire la suite](#)

Expo Goya au British Museum



Le British Museum de Londres présente jusqu'au 6 janvier 2013 une exposition sur l'art principalement hispanique de la Renaissance à Goya (1746-1828). Les estampes et dessins présentés n'ont pour la plupart jamais été exposés. La présentation des oeuvres suit une évolution chronologique et stylistique qui permet de mettre en valeur "l'Âge d'or" (XVIIe siècle) des oeuvres créées en Espagne, avec des artistes comme Diego Velázquez, Vicente Carducho ou Alonso Cano... [Lire la suite](#)

Paul Klee exposé à Düsseldorf



La collection de Rhénanie-du-Nord-Westphalie (Kunstsammlung NRW) possède une centaine d'oeuvres de Paul Klee. Le musée K 21 à Düsseldorf expose pour la première fois cette collection dans son intégralité. Né en Suisse en 1879, c'est à l'académie des arts de Düsseldorf que Klee se forme avant de rejoindre son pays d'origine pour fuir le régime nazi. L'exposition a pour particularité de mettre en avant le travail de l'artiste dans toute sa diversité et sa créativité : peintures, dessins et aquarelles. L'exposition est ouverte jusqu'au 10 février 2013.. [Lire la suite](#)

Van Gogh : rêves de Japon



La Pinacothèque de Paris présente jusqu'au 17 mars 2013 une double exposition sur l'oeuvre de Van Gogh et celle de Hiroshige afin de démontrer l'importance du Japon dans l'art impressionniste. Cette confrontation d'une quarantaine d'oeuvres où s'opposent deux styles permet aux amateurs d'art d'étudier les références au Japon, et plus particulièrement à l'oeuvre de Hiroshige, présentes dans les paysages de Van Gogh à partir de 1887... [Lire la suite](#)

L'Agenda :



5-11 octobre
Strasbourg
Forum mondial de la démocratie au Conseil de l'Europe



8 octobre
Luxembourg
Réunion de l'Eurogroupe (ministres des Finances de la zone euro)

Nicosie
Réunion ministérielle informelle sur la politique maritime intégrée de l'UE



8 au 14 octobre
Tokyo

8
Oct.

Sommet annuel du FMI et de la Banque mondiale

9
Oct.

9 octobre
Luxembourg
Conseil "Economie-Finances"

10
Oct.

10 et 11 octobre
Luxembourg
Conseil "Compétitivité"

15
Oct.

15 octobre
Luxembourg
Conseil "Affaires étrangères"

La Lettre est également disponible dans les versions suivantes :



 J'aime la Lettre de la Fondation Robert Schuman

Les rédacteurs de la Lettre :

Magali Balent, Inga Groth, Pauline Massis Desmarest, Pierre Thibaudat ;
Audrey Gahéry, Louis Hancisse, Theresa Keller, Pierre-Yves Luminet,
Gaudérique Traub, Laurene Vernet

Rédacteur en chef : Pauline Massis Desmarest
Directeur de la publication : Pascale Joannin

Contact / suggestion
info@robert-schuman.eu

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique Giuliani.

Vous ne souhaitez plus recevoir nos lettres ? {LINK}